



Un centenaire au goût doux-amer

HISTOIRE Le 24 juillet 1923, Lausanne est le centre du monde. Pour les peuples d'Anatolie, son nom ne résonnera plus jamais comme avant. Aujourd'hui, les diasporas commémorent la signature d'un traité synonyme de gloire pour les uns, d'humiliation pour les autres

LUIS LEMA ET CAMILLE PAGELLA
@LuisLema @CamillePagella

Autour de la table, les hommes viennent de se servir un nouveau verre de thé fumant. Soudain, au détour de la conversation, le fantôme se met à planer dans la pièce: oui, c'est bien à Lausanne que leur sort s'est scellé. En fait, le Palais de Rumine où, il y a exactement cent ans, a été signé le Traité de Lausanne qui enterrait le rêve d'un Kurdistan indépendant se trouve à quelques centaines de mètres à peine. Les hommes passent pratiquement tous les jours devant les portes du palais, en chemin vers le centre culturel du Kurdistan.

Azad, Amed, Masalah viennent de l'est de la Turquie, des régions kurdes de Diyarbakir et de Mus, ou alors d'Istanbul où s'étaient exilés leurs parents. Par la mer ou par les montagnes, ils ont bravé la répression et les dangers pour demander l'asile en Suisse et pour se retrouver finalement ici, précisément, dans cette ville qui résonne depuis un siècle comme le lieu du crime originel. «De Lausanne à Lausanne», résume l'un des hommes. Puis, d'un rire amer: «Tout ça pour ça.»

«Des migrants malvenus dans notre propre pays»

Bien sûr, l'existence du traité n'est pas à proprement parler une découverte. Chacun ici connaît l'histoire par cœur. Sur les petites affiches collées à la porte du centre kurde, les slogans rappellent ce qu'il faut penser du Traité de Lausanne, décrit comme «la décision de génocide des peuples du Kurdistan». «Nous sommes un peuple politique, rappelle Azad. Nous avons grandi tous les jours avec l'histoire de notre nation, qui est celle de chacun d'entre nous.» L'imminence des commémorations liées au centenaire du traité a cependant ravivé toutes les blessures.

Leurs histoires personnelles? Neuf ans passés en prison pour Musalah Yagan, 44 ans, arrivé en Suisse il y a quatre ans. «Les insultes, les menaces, les discriminations...», enchaînent Azad et Amed arrivés plus récemment et qui, disent-

ils, se sentent encore «traqués» par les services turcs, même sur le territoire suisse. Paradoxe suprême: c'est dans des écoles turques, en langue turque, que l'on a enseigné à ces Kurdes les «bienfaits» du Traité de Lausanne et la «victoire» que cela représentait pour la République turque. A coups de bâtons et d'humiliations dans la salle de classe. «Nous étions déjà des migrants malvenus dans notre propre pays», conclut Azad.

Une exposition sous tension

A quelques encablures du centre kurde, le Musée historique de Lausanne (MHL) montre une exposition consacrée au Traité de Lausanne. Elle fait la part belle aux peuples «sacrifiés» par ce traité (Kurdes, Arméniens, Grecs, Assyro-Chaldéens), qui tiraient un trait sur leurs droits collectifs, sur le chemin de l'assimilation à outrance et l'homogénéisation, souvent brutale, du seul peuple turc. «Mais nous n'avons peut-être pas pris la mesure du côté politique qui entoure toujours le traité aujourd'hui», explique Laurent Golay, directeur du MHL. A Lausanne, le musée a été accusé de faire l'apologie du terrorisme. En cause? Une mention de la création du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur la fresque historique affichée dans les salles de l'exposition. Des appels au boycott de la communauté turque ont aussi été émis: la mention du génocide arménien reste la pierre angulaire du mécontentement.

Il suffit de jeter un regard au livre d'or de l'exposition, signé par les visiteurs, pour se rendre compte que cette version est loin d'être acceptée par les nationalistes turcs. «C'est une ode à la turcophobie», affirme l'un de ces commentaires à propos de l'exposition. «Mais certaines autres communautés concernées par le traité, comme les Assyro-Chaldéens par exemple, ont également émis des critiques et trouvé que l'exposition ne parlait pas assez de leur problématique», rajoute Laurent Golay.

Celâl Bayar, président de la Fédération des associations turques de Suisse romande (FATSRS) parle, lui, d'une exposition «scandaleuse». L'homme – dont le

grand-père fut l'un des membres de la délégation turque à Lausanne, avant de devenir premier ministre puis président de la République – évoque «le jeu des puissances impérialistes» dont l'exposition de Lausanne serait devenue la caisse de résonance, dans sa défense de positions «anti-turques». A propos des Kurdes ou des Arméniens (dont le génocide fut nié à Lausanne), Celâl Bayar affirme qu'ils sont guidés par «un esprit revanchiste». «La paix instaurée par le Traité de Lausanne entre la future république turque et le monde occidental, perdue encore, se réjouit-il. Ce traité a mis fin à l'enfer et au chaos qui a accompagné la fin de l'Empire ottoman. Il représente l'épilogue de toute cette souffrance.»

De fait, côté turc, plusieurs célébrations sont prévues, échelonnées entre le 24 juillet, date de la signature du traité, et le 29 octobre, jour anniversaire de l'instauration de la République turque. Le 5 octobre, par exemple, l'Association Suisse-Turquie prévoit d'organiser une table ronde autour de Ismet İnönü, qui menait la délégation turque à Lausanne et qui est devenu par la suite, lui aussi, président de la République turque. La demande a été faite de célébrer le colloque à l'intérieur même du Palais de Rumine, ce qui, pour l'instant, semble loin d'être acquis.

C'est que la police de Lausanne est un peu sur les dents. Par le passé, d'autres commémorations du traité avaient causé de fortes tensions dans la ville. Samedi prochain, des organisations kurdes espèrent réunir 15 000 personnes dans une manifestation qui partira d'Ouchy. Ses organisateurs promettent que, surmontant les différends traditionnels des diverses composantes kurdes, cette action reflétera une position commune des «peuples du Kurdistan» face au Traité de Lausanne.

Ihsan Kurt, élu à l'exécutif de la ville de Prilly, sociologue et expert de la question, confirme: «La manifestation devrait être très représentative. Sans doute pour la première fois aussi clairement, il y aura des Kurdes provenant aussi bien des régions



de Turquie, d'Irak ou d'Irak. Seuls manqueront les représentants du Parti démocratique kurde (PDK, au pouvoir à Erbil, dans le Kurdistan irakien) qui, étant donné leurs relations étroites avec la Turquie, ont préféré organiser une manifestation séparée à Genève.»

A l'approche de ce centenaire fatidique impossible à ignorer, la municipalité lausannoise a dû s'organiser. Il y a quelques mois, les représentants des différentes communautés ont été réunis. «Nous étions dans la salle communale, je ne dirais pas que c'était amical: les discussions se sont plutôt bien passées mais certaines questions restent extrêmement pénibles et sensibles, se souvient Georgios Sgourdos. Nous ne pouvons pas mettre le passé sous le tapis.»

Ce radiologue grec du Petit-Chêne, à Lausanne, voulait montrer aux Suisses une partie «méconnue» de leur histoire qui a brisé la sienne. Alors, dans les locaux du restaurant grec Greek Project, l'homme et l'association Melissa pour l'hellénisme ont mis sur pied une petite exposition: «Cela détaille la présence grecque en Asie mineure. Vous savez, les Grecs y étaient trois mille ans avant le Traité de Lausanne. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 2000 à Istanbul.» L'association de Georgios a aussi participé à l'exposition du MHL en prêtant quelques documents. «Mais je trouve quand même que l'exposition ne parle pas assez des Grecs», s'empresse de rajouter le radiologue.

«Certaines questions restent extrêmement pénibles et sensibles»

GEORGIOS SGOURDOS, GREC ÉMIGRÉ
À LAUSANNE

Georgios Sgourdos explique s'être senti «chargé d'une mission». Eduquer en

mémoire de ceux qui sont morts. Faire découvrir aux Suisses ce «deuil national» que représente pour les Grecs l'échange de populations aux confessions différentes, traité signé à Lausanne en janvier 1923. «Mais aujourd'hui, à part celle du souvenir, nous n'avons plus de revendications.» En mai, Arméniens, Grecs et Kurdes, tous «sacrifiés» par le traité, ont participé ensemble à une veillée à l'église Saint-François. Des lectures et événements folkloriques devraient aussi réunir notamment Arméniens et Grecs les semaines prochaines. «Culturellement, c'est ceux dont nous sommes les plus proches», ajoute Georgios Sgourdos.

Sivas-Marseille-Begnins

Pour les Arméniens de Suisse, l'histoire n'a pas commencé à Lausanne, non. Mais à 30 kilomètres de là, dans le petit village vaudois de Begnins niché sur les hauteurs de Gland devenu le refuge de 170 orphelins survivants du génocide. Le pasteur Anthony Krafft-Bonnard ou «Papa Krafft» comme l'appelaient les enfants, les avait fait quitter dans l'urgence l'orphelinat suisse de Sivas en Cappadoce menacé par une descente. Direction Marseille, puis Begnins. Sur la bâtisse devenue une école, une petite plaque rappelle leur présence jusqu'en 1936. Tous suivirent une éducation parfaitement arménienne dans l'attente d'un retour qui ne viendra pas. Leurs descendants s'y retrouvent encore, une fois par an.

«Être arménien, c'est naître avec ce fardeau de l'histoire, avec ce rôle de rappeler ce que nous avons vécu, ce que nous avons perdu, explique Miganouche Baghramian. Pour nous, la question arménienne soi-disant enterrée par le Traité de Lausanne n'a pas disparu.» La femme de 31 ans, présidente de l'Union des Arméniens de Suisse et assise dans l'herbe, fait face aux *Réverbères de la Mémoire*, ce mémorial arménien installé au centre du parc Tremblay à Genève. Aujourd'hui, la majorité des 10 000 Arméniens de Suisse vivent au bout du lac.

Coup de poignard

Il y a deux ans, la communauté a vécu «ce cauchemar éveillé de 44 jours». La guerre contre l'Azerbaïdjan, avec lequel l'Arménie se dispute la région du Nagorny Karabakh. «Cela a réveillé les traumatismes de 1915, l'abandon de Lausanne de 1923 et ce sentiment de persécution que l'on peut sentir alors que nous sommes en Suisse», explique Miganouche Baghramian. Car même à Lausanne ou Genève, il y a ces «piqûres de rappel». La jeune femme regarde le mémorial qui lui fait face. La ville de Genève souhaitait d'abord d'installer devant le Palais des Nations, puis dans le parc du musée de l'Ariana. Mais devant les protestations des diplomates turcs, l'affaire remontera jusqu'au sommet de la Confédération. «C'était un ping-pong et la municipalité s'est finalement rabattue sur Tremblay en 2018. C'est très bien pour le parc mais les Rwandais eux, ont pu avoir leur mémorial sur la place des Nations», murmure Miganouche Baghramian.

La communauté arménienne est la seule concernée par le traité à ne pas avoir contacté elle-même la ville de Lausanne à l'approche des commémorations du centenaire. «Ils sont venus nous chercher. Au début, nous étions hésitants, je leur ai dit que nous avions cette impression de revivre un coup de poignard.» En 1923, à Lausanne, la question arménienne est abordée en janvier. Le chef de la délégation turque quitte la salle, furieux alors que la parole est donnée aux minorités. Par la suite, devant l'intransigeance turque, les alliés soucieux d'arriver à un accord taisent la question. L'oublient. «Vous savez, le génocide reste une plaie ouverte, il n'est pas reconnu. Le Traité de Lausanne fait partie de notre histoire, mais nous avons d'autres chats à fouetter, souffle Miganouche Baghramian. Mais peut-être oui, peut-être devrions-nous aller manifester avec les Kurdes.» ■



Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 35'127
Parution: 6x/semaine

Page: 2
Surface: 118'418 mm²

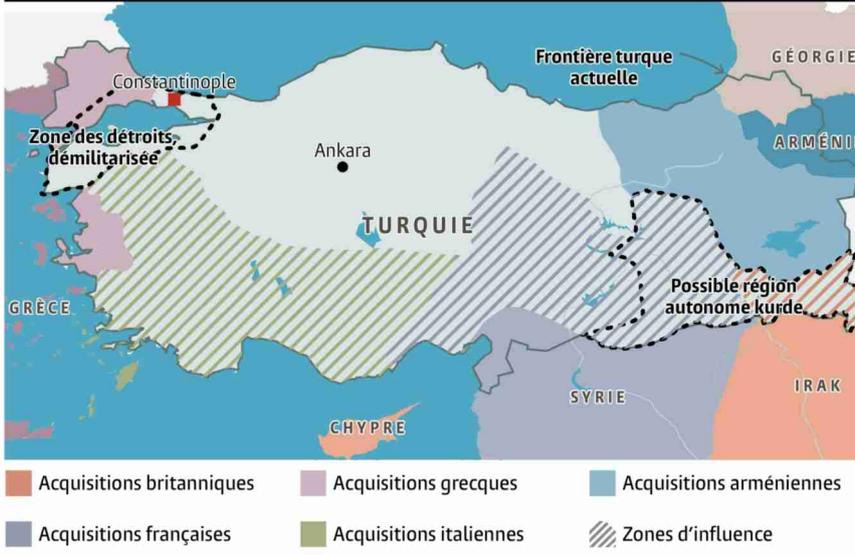
Ordre: 1083941
N° de thème: 999.002

Référence: 88808043
Coupure Page: 3/3



La table sur laquelle le Traité de Lausanne a été signé, reproduite par l'artiste kurde Mirkan Deniz, de la Haute Ecole d'art de Zurich. Le meuble d'origine a été offert à la Turquie en 2008. (LAUSANNE, 27 OCTOBRE 2015/ LAURENT GILLIERON/ KEYSTONE)

L'EMPIRE OTTOMAN DÉCOUPÉ PAR LE TRAITÉ DE SÈVRES (1920)



Carte: Antoine Willemin / Le Temps